

Les Indiens¹ et la société nationale

08/04/2003, vol Paris-Rio

Les hôtesses présentent aux passagers l'incontournable leçon de sauvetage. Les moteurs se mettent en route. L'avion s'élance sur la piste. J'attache ma ceinture de sécurité. Les pneus crissent. L'avion vibre, s'élève... À cet instant seulement, je réalise les enjeux de mon départ. Peu de jours me séparent désormais de ces hommes et de ces femmes pour lesquels j'ai une grande affection et, dont je me sens plus proche à chaque nouveau séjour passé à leurs côtés. Pourtant, de retour chez moi, dans le brouhaha de la vie parisienne, ils me semblent parfois appartenir à mes rêves. Mais je ne les quitte pas. Ils sont partout dans ma vie : dans mes lectures, les séminaires auxquels j'assiste, les dossiers que je leur consacre ; dans chacun de mes mots, lorsqu'au cours de colloques, je m'efforce de convaincre mes auditeurs de rallier leur cause pour les aider à vivre comme ils l'entendent, sans plus subir d'oppression.

Je travaille en qualité d'ethnologue auprès de populations indigènes d'Amazonie brésilienne. Dès l'enfance, j'ai été fascinée par ces peuples, et indignée par les traitements qu'on leur fait subir

1. Dans ce livre, pour reprendre les termes que les peuples indigènes du Brésil emploient eux-mêmes, nous utiliserons « Indiens » pour désigner les autochtones (aucun sens péjoratif) et « Blancs » pour désigner les non-indigènes plus particulièrement de culture occidentale.

Wayanga

depuis l'arrivée de Pedro Álvares Cabral au Brésil, en l'an 1500. Je voulais me battre à leurs côtés pour que soient respectés leurs droits, leurs cultures et leurs terres. Mon désir est devenu réalité : depuis quelques années, j'œuvre auprès des ethnies vivant dans l'État du Mato Grosso, situé au centre-ouest du Brésil.

Après plusieurs séjours chez ces peuples – Mëbêngôkre Mëtyktire, Mekragnotire, Kokraimoro, Pareci, Irantxe – et de nombreuses rencontres avec des leaders indigènes, ils m'ont confié les problèmes qu'ils rencontraient, les moyens mis ou non en œuvre pour les résoudre, leurs victoires et leurs échecs et ce que je pouvais, moi, leur apporter. Ainsi est né le projet d'organiser des rencontres interethniques qui se dérouleront dans les villages indigènes, afin que ces différents peuples puissent échanger leurs expériences et s'entraider. À l'issue de ces rencontres, ces peuples proposeront eux-mêmes au gouvernement – pour la première fois dans l'histoire du Brésil – une politique indigéniste² adaptée à leurs problèmes. En définissant leurs priorités et en les transmettant aux organismes concernés par les affaires indigènes, ils pousseront ces derniers à concentrer leurs efforts et leurs budgets sur ces priorités. Les peuples autochtones pourront décider de ce qui est bon pour eux, participer aux procédures qui les concernent et éviter ainsi que des projets non adaptés à leurs valeurs, à leurs besoins et à leurs aspirations ne leur soient imposés et ne menacent leurs cultures, leurs structures politiques et sociales et ne dégradent leurs terres. Ce projet favorisera le dialogue avec les municipalités voisines des terres indigènes et avec l'État et engendrera une meilleure compréhension entre les deux parties, une meilleure coopération et une réduction des conflits entre autochtones et société nationale. Enfin, il aidera le gouvernement brésilien à mieux faire respecter les droits de l'homme et à garantir la valorisation de la diversité ethnique.

2. Politique indigéniste : politique de protection et soutien aux indigènes et à leurs cultures.

Indigéniste : personne qui participe à l'élaboration et à l'application des politiques indigénistes.

Les Indiens et la société nationale

Ce projet a un nom : « Solidarité interethnique ».

Pour le mener à bien et à la demande des Indiens, a été créée l'association Wayanga dont j'assume la présidence. C'est dans le but de préparer ce projet que je repars pour quatre mois au Brésil. Il me faut discuter de son organisation avec les leaders et les communautés indigènes qui, de leur côté, doivent désigner ceux qui parmi eux vont coordonner le projet. Il faut aussi, pour leur être de bon conseil, que j'étudie leur perception des menaces qui pèsent sur eux, et la relation que ces communautés entretiennent d'une part entre elles, d'autre part avec la société nationale.

19 h 16. Plus que quarante-quatre minutes avant mon arrivée à Rio. Comme à chacun de mes séjours au Brésil – c'est le troisième –, j'ai un programme chargé. À Brasilia m'attend mon ami, le grand leader Yawalapiti, Pirakuman et, je l'espère, son frère, le chef³ Aritana. Ropni (Raoni), le chef Mëbêngôkre⁴ – le leader indigène le plus célèbre et le plus respecté du Brésil –, doit m'y rejoindre dans quelques jours. Je rencontrerai également certains indigénistes et anthropologues de renom travaillant auprès de la FUNAI⁵ et de l'université de Brasilia, pour les convaincre de soutenir notre projet. Enfin, après des escales dans les villes de Cuiabá et Colider, je séjournerai dans le village de Ropni, puis remonterai le fleuve Xingu jusqu'à celui de Pira.

Me voici arrivée à Rio. Je dois voir Pascale, chercheuse à l'IRD (Institut de recherche pour le développement), qui travaille avec un sous-groupe Mëbêngôkre vivant dans l'État du Para. Nous

3. Sur la distinction chef/leader : un chef de village est un leader politique, mais il est possible d'être leader sans être chef.

Sont leaders (non chefs) certains membres du groupe qui, de par leur charisme ou leur connaissance du fonctionnement du monde des Blancs, sont devenus politiquement influents à l'intérieur de leur société et sont devenus des porte-parole des droits des peuples autochtones, des diplomates représentant leurs peuples et leurs aspirations auprès des Blancs.

4. Peuple appelé aussi Kayapo.

5. FUNAI (Fondation de l'Indien) : rattachée au ministère de la Justice brésilien, gère les affaires indigènes.

Wayanga

avons fait connaissance il y a plusieurs années déjà. J'étais alors étudiante en langue et linguistique à la Sorbonne, et je faisais un stage à la rédaction du magazine *Grands Reportages*. Cherchant comment apporter mon soutien aux populations indigènes, je m'étais dit que le journalisme me permettrait à la fois de témoigner de la richesse culturelle des peuples indigènes d'Amazonie et de mobiliser les gens en leur faveur. Le rédacteur en chef m'avait remis des photos d'hommes et de femmes autochtones des quatre coins du monde aux corps et visages peints de façons singulières. Parmi ces photos figurait celle d'un homme au regard fier dont le visage arborait d'étranges dessins rouges et noirs. C'était un Mëbêngôkre. J'avais la plus grande admiration pour ce peuple de guerriers, tant pour la splendeur de leur ornementation corporelle que pour la détermination avec laquelle ils ont toujours défendu leurs terres. On m'avait chargée d'expliquer la signification de ces peintures. Pas question, bien sûr, d'aller sur le terrain ; il me fallait me débrouiller avec les moyens du bord – livres de la rédaction, Internet, bibliothèques spécialisées – et interviewer des spécialistes.

C'est ainsi que j'ai contacté l'IRD, qui m'a mise en relation avec Pascale. Elle vivait déjà au Brésil. Nous avons échangé des e-mails ; je lui ai téléphoné plusieurs fois. Peu de temps après, je décidai de me lancer dans l'aventure et je montai un projet pour pouvoir partir à la rencontre des Indiens Mëbêngôkre. En quête de fonds pour réaliser ce rêve, je soumis mon projet à plusieurs institutions ; j'obtins ainsi les bourses de l'aventure de la Guilde du Raid et de la mairie de Paris, ainsi qu'une bourse Défi Jeunes et une bourse Créavenir. Il ne me manquait plus que l'autorisation du gouvernement brésilien de pénétrer sur les terres indigènes.

Une semaine avant la date de mon départ, je n'avais toujours pas de réponse – mais j'étais déterminée à l'obtenir sur place. Incroyable coïncidence : j'appris juste au même moment que Raoni – de son vrai nom Ropni –, le grand chef Mëbêngôkre Mëtyktire, était de passage en Europe. Il donnait une conférence à la Maison de l'Amérique latine, à Paris. Saisissant ma chance, je m'y suis présentée. Voilà comment j'ai rencontré pour la première fois celui

Les Indiens et la société nationale

qui allait devenir mon père adoptif... Je l'ai rejoint quelques jours plus tard à Bruxelles, et nous avons voyagé ensemble jusqu'à son village.

Je devais y séjourner quatre mois. À mon retour en France, je me suis inscrite à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS) pour y suivre des études d'anthropologie sous la direction de l'éminent Philippe Descola, directeur du laboratoire d'anthropologie sociale, professeur au Collège de France et président de la Société des américanistes.

10/04, Rio

Depuis mon arrivée à Rio, je passe le plus clair de mon temps au téléphone ou sur Internet. Megaron, l'administrateur de la FUNAI de Colider, qui s'occupe des terres des Mëbêngôkre Mëtyktire, m'annonce que la FUNAI de Brasilia fait des complications pour me délivrer une autorisation d'entrée sur les terres indigènes. On me réclame de nouvelles pièces... Tout avait pourtant été préparé depuis plusieurs mois ! Il est vrai que la FUNAI rechigne à laisser des étrangers pénétrer sur les terres indigènes, en raison des nombreux cas de biopiraterie – ces vols de plantes destinées aux laboratoires pharmaceutiques des pays riches. Une rumeur circule également, selon laquelle les Américains tenteraient de s'approprier l'Amazonie – Américains et Européens sont couramment mis dans le même sac... Par ailleurs, les anthropologues sont souvent considérés comme de dangereuses bêtes – de présumés agents secrets qui, à force de poser des questions à tout le monde, mettent le nez là où il ne faudrait pas. Par exemple, sur les illégalités que, malheureusement, certains fonctionnaires de la FUNAI commettent en terres indigènes, ou sur lesquelles ils ferment les yeux.

Aussitôt terminé mon travail avec Pascale, je file pour Brasilia.

Wayanga

11/04, Brasilia

Bonjour, Brasilia !

Dans le taxi qui me conduit de l'aéroport à la FUNAI, je demande au chauffeur d'allumer la radio : « *Pode ligar o som por favor ?* » Il appuie sur le bouton « play » d'un lecteur sans doute fabriqué au Paraguay – les Paraguayens copient très bien les grandes marques de matériel audio-vidéo et les vendent beaucoup moins cher. « Menina... », chantent Bruno et Marrone, les deux séducteurs romantiques qui déjà, lors de mon premier voyage, faisaient vibrer le cœur des femmes de tous âges. Nous dépassons le quartier des hôpitaux, puis celui où sont regroupées la plupart des pharmacies. Au loin se dessine le bâtiment de la FUNAI, avec ses innombrables fenêtres. Le taxi s'arrête en face de l'allée qui mène à l'entrée principale. Toujours la même façade craquelée dont la peinture part en lambeaux...

Assis sur le muret qui borde l'allée, trois vieux Indiens habillés en jeans et chemises tirent sur des pipes en bois. À travers un nuage de fumée, ils suivent des yeux ma progression vers le bâtiment, ce temple d'une organisation que nombre d'entre eux considèrent comme leur unique protection. Le sol est jonché de couronnes de plumes, de colliers de perles et de dents de jaguar, d'arcs et d'instruments de musique. Des Indiens attendent patiemment qu'un passant s'arrête. Ils achètent leurs marchandises à la FUNAI ou directement aux peuples Waura, Mēbêngôkre, Juruna qui les confectionnent. Ces vendeurs sont le plus souvent des Indiens Pataxó Hã-Hã-Hãe et Fulni-O⁶, dont les peuples résident dans la région du Nord-Est – peuples qualifiés d'« émergents » ou de « resurgis ». Dans les trente dernières années, soixante-quatre peuples⁷, au Brésil, ont été officiellement reconnus comme tels. Avant d'acquiescer ce statut, ils étaient inconnus des registres de l'État brésilien ou considérés comme disparus. Ce sont les des-

6. En 1865, plusieurs peuples du Nord-Est, comme les Xukuru, les Xukuru-Kariri et les Fulni-O, furent recrutés de force par l'exercice militaire impérial pour lutter lors de la guerre du Paraguay.

7. Données CIMI 2001.

Les Indiens et la société nationale

endants d'hommes et de femmes massacrés par les colons, ou contraints à devenir des « civilisés » et à intégrer la société nationale comme citoyens de troisième catégorie.

Contrôle d'identité. Deux gardes en uniforme font barrage. Leurs mines figées se décrispent quand ils me reconnaissent ; ils me sourient. Je présente mon passeport à la jeune femme qui délivre les autorisations d'entrée dans le bâtiment.

« *Como vai Émilie ? Faz tempo !* Comment vas-tu Émilie ? Cela fait longtemps ! »

Je lui explique brièvement la raison de ma venue. Elle me tend un autocollant rouge où on peut lire l'inscription « *visitante* », visiteur, sous une couronne de plumes qui est le logo de la FUNAI. Je l'applique sur mon porte-documents, et aussitôt les gardes s'écartent pour me laisser passer.

Dans le bureau où j'ai rendez-vous avec lui, Pirakuman, le leader Yawalapiti, que l'on appelle plus couramment Pira, n'est pas encore arrivé. C'est Ropni qui nous a présentés lors de mon premier séjour au Brésil. Il était alors directeur du Parc indigène du Xingu, dans lequel vivent seize peuples dont deux cent huit Indiens Yawalapiti. On me demande de patienter un peu : Pira est au Congrès national, où il participe à une réunion concernant les droits des populations indigènes. Il ne va pas tarder. Un Indien, assis sur une chaise en face de mon fauteuil, s'adresse à moi :

« *Ola, quem é você ?* Bonjour, qui êtes-vous ? »

– *Sou amiga de Pira. Estou esperando ele.* Je suis une amie de Pira. Je l'attends.

– *Eu tambem, estou esperando ele.* Moi aussi, je l'attends. »

Cet homme est un cacique Munduruku, peuple autrefois réputé comme un farouche chasseur de têtes. Nous continuons à discuter, et il me tend une lettre qu'il a adressée aux parlementaires brésiliens :

« Messieurs les parlementaires,

« Je m'adresse à vous au nom des peuples indigènes du Brésil, afin de solliciter de Messieurs les parlementaires qu'ils mettent un

Wayanga

terme aux invasions des terres indigènes. Sans terre ni forêt, il n'y a pas de vie pour les indigènes. Nous aimerions que les parlementaires se rallient à la cause indigène, avec la certitude de participer de cette manière à la préservation de l'écosystème brésilien. Tant que vivront les indigènes du Brésil, au minimum 30 % de la forêt brésilienne sera préservée, et leurs enfants et petits-enfants pourront ainsi vivre avec la nature. Pour que les Indiens puissent continuer à la préserver, nous sollicitons avec urgence un appui de Messieurs les parlementaires. Avec l'assurance que cette requête sera prochainement traitée, recevez mes salutations. »

« Milie ! » s'écrie Pira en entrant dans le bureau. Je me lève, il me serre dans ses bras. Comme il est déjà tard et que les locaux de la FUNAI vont bientôt fermer, nous décidons de partir tout de suite dîner. Le cacique Munduruku nous accompagne. Au restaurant, nous parlons d'abord de tout et de rien, puis nous en venons aux sujets sérieux. La situation des peuples autochtones n'a jamais été aussi critique.

« Tout le monde présente Lula comme le sauveur du Brésil. Mais depuis son élection, la situation des peuples indigènes n'a fait qu'empirer, me confie Pira. Aucune proposition politique ne nous a été faite ! Des programmes sont mis en place pour les pauvres, un secrétariat pour les populations noires⁸ vient d'être créé, et pour les Indiens, rien. Le budget de la FUNAI a été de nouveau réduit. Les fermiers, les chercheurs d'or et les bûcherons envahissent nos terres...

– Oui, Pira a raison, acquiesce son voisin. En plus, un sénateur nommé Romero Juca tente depuis plusieurs années de faire passer un projet de loi qui régulariserait l'exploitation minière en terre indigène.

– Tu sais déjà cela, Milie, enchaîne Pira. Tu te rappelles quand tu nous avais accompagnés, Ropni, Megaron, Aritana et moi à la

8. SEPPPIR : Secretaria Especial de Políticas de Promoção da Igualdade Racial (Secrétariat spécial des politiques de la promotion des égalités raciales) mis en place par le président de la République Luiz Inácio Lula da Silva (2003).

Les Indiens et la société nationale

Chambre des députés, en juin 2002 ? Nous avons protesté contre ce projet de loi. On nous avait garanti qu'elle ne serait pas votée cette année. À peine quelques lunes se sont écoulées, et la voilà de retour... »

Le cacique approuve d'un air sombre.

« Nous sommes en ville pour manifester le mécontentement de nos peuples, dit-il. Nous ne voulons pas de cette loi, c'est ce que dit la lettre que je t'ai fait lire. Les politiciens prennent des décisions nous concernant sans même nous demander notre avis. Les peuples indigènes veulent être écoutés et pouvoir choisir ce qui est bon pour eux. Nous voudrions avoir comme les Noirs des représentants directs auprès du gouvernement, sans avoir à passer par tous ces intermédiaires⁹. »

Plus tard, Pira me livrera plus en détail ses préoccupations :

« Certains affirment que dans peu de temps, nous aurons perdu nos coutumes et vivrons comme des Blancs. Je ne peux pas le croire. Avec mon frère Aritana, nous travaillons pour que cela n'arrive jamais. Mais les jeunes rêvent de vivre en ville, de se marier avec une femme blanche, de posséder une voiture ; certains ne veulent plus de la coupe de cheveux traditionnelle. Ils pensent que la vie des Blancs est plus facile que la leur. Milie, pour lequel tu nous aides. En rencontrant des peuples qui ont perdu leurs coutumes, leurs langues, leurs terres, pour avoir côtoyé d'un peu trop près le monde des Blancs, nos jeunes comprendront que leur culture est plus importante que tout, que la vie de l'homme blanc n'est pas meilleure que celle de l'Indien.

– Et que les problèmes rencontrés actuellement par certains peuples indigènes peuvent devenir les leurs dans peu de temps...

– Oui.

– Pira, explique-moi, s'il te plaît, pourquoi les jeunes sont à ce point attirés par la société des Blancs, alors qu'ils vivent en forêt si loin d'elle...

9. FUNAI, puis ministère de la Justice.

Wayanga

– C’est en partie à cause de l’école. On nous a imposé des programmes. Il fallait apprendre la langue des Blancs, leurs coutumes... et cela tous les jours. Notre propre éducation en a subi les conséquences. Car notre culture est exclusivement orale – or, les jeunes n’ont plus le temps d’écouter leurs parents leur raconter les histoires de leur peuple. Même pendant les cérémonies qui tiennent une grande place dans notre culture, il est arrivé que le professeur fasse cours. À l’école, on leur enseigne l’histoire des Blancs. S’ils n’apprennent plus celle des Yawalapiti, les Yawalapiti vont disparaître. Lorsque nous étions plus jeunes, Aritana, Ropni, Megaron, Mairawe Kaiabi et moi, nous avons appris à parler la langue des Blancs, à comprendre comment fonctionnait leur monde, mais c’était pour aider nos peuples à s’en défendre. Aujourd’hui, c’est différent.

– Les programmes scolaires actuels sont pourtant présentés comme adaptés à la réalité des peuples indigènes ?

– Oui, les programmes ont été modifiés. Mais le problème demeure : l’école accapare trop les enfants pour que la transmission de notre culture s’effectue normalement.

– Les parents sont-ils préoccupés par cela ? En parlent-ils avec leurs enfants ?

– Nous travaillons justement là-dessus avec Aritana.

– Et de quelle façon ?

– Nous réunissons les parents et leurs enfants scolarisés. Les pères nous répètent les propos tenus par leurs fils sur la vie des Blancs, sur l’argent. En général, le discours est à peu près toujours le même : les Blancs disposent de voitures, de beaux habits, de nourriture à profusion... Une fois pourtant, l’un d’eux a dit que pour son fils, l’homme blanc est celui qui a besoin d’argent pour vivre, que sans argent, en ville, l’homme blanc meurt. Lui avait compris. »

Pira me décrit d’autres séances de ce type. Manifestement, elles produisent beaucoup d’effet sur sa communauté. Je suis ravie : grâce au projet « Solidarité interethnique », les Yawalapiti pourront faire bénéficier les autres peuples de cette expérience, et ils leur donneront peut-être envie de mettre en place des actions similaires...